

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 205 16 octobre 2008

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Charles Boulay, Jean François Cabral,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Libéralisme d'Etat !

Quand il s'agissait de justifier la suppression de milliers de postes dans la fonction publique, la privatisation des services publics, on nous expliquait que les caisses de l'Etat étaient vides. Mais il n'a pas fallu plus de deux jours à Sarkozy pour faire voter par le Parlement son plan de 360 milliards de soutien aux banques. L'objectif en serait de garantir, sur les fonds publics, les prêts que les banques pourraient consentir aux particuliers et aux entreprises, et éviter ainsi le freinage de l'économie par le blocage du crédit.

En réalité, alors que le système financier s'effondre, de telles mesures n'ont d'autres but que d'éviter la banqueroute en continuant d'alimenter les jeux spéculatifs, tout en y associant l'Etat, qui prend l'argent de la mise dans la poche des contribuables.

Seuls les élus du PC se sont opposés à ce plan. Les dirigeants du PS, eux, s'ont d'accord. Hollande l'a assuré, il n'était « *pas question de s'opposer à un plan qui permet au niveau européen de sortir des premières tourmentes de la crise financière* »... Si les élus PS, avec les Verts, se sont abstenus, c'est parce que le plan de Sarkozy n'était pas « *complet* »...

La décision lundi 13 octobre, de la plupart des gouvernements européens de soutenir leurs banques (à hauteur de 1700 milliards d'euros) est venu conclure un processus commencé avec la réunion du G7 samedi 11 et celle de l'Eurogroupe le lendemain. Mais ces mesures ne semblent pas avoir calmé les spéculations ni conquis la confiance : après une semaine d'effondrement sans précédent, les Bourses sont reparties en hausse brutale pour à nouveau baisser...

Javier Solana, chef de la diplomatie européenne, se félicitait à la sortie de la réunion de l'Eurogroupe que « *la réunion de Paris [ait] constitué un tournant historique dans cette crise financière* ». José Manuel Barroso était, lui, moins optimiste : « *Nous n'attendons pas une solution miracle immédiate* »...

C'est qu'il est désormais clair pour tout le monde que la situation n'a rien de passager et que loin de se limiter à la sphère financière, la crise touche l'ensemble de l'économie. Les « spécialistes » se succèdent à la télévision pour nous expliquer la gravité de la situation, présentée comme inéluctable. Tous approuvent les mesures prises par les Etats, comme seule solution pouvant éviter le pire.

Car la crise que nous vivons n'est pas une crise comme on a pu en connaître au cours des dernières décennies. Par sa gravité, sa profondeur, par le fait qu'elle est globalisée, mondialisée au niveau financier comme au niveau de la production et des échanges, tant il est vrai que la sphère financière est indissociable du reste de l'économie, nous assistons à un véritable basculement, auquel se préparent les hauts dirigeants financiers et les Etats, pour assurer leur domination. Le mouvement ouvrier doit formuler sa propre politique, opposer au plan de sauvetage du capitalisme un plan de défense des intérêts des travailleurs, de la population.

Une crise globale et globalisée du capitalisme

La crise actuelle est la manifestation de la logique même du système capitaliste, mais dans un contexte totalement inédit. L'essentiel des manifestations de la crise, chute des subprimes, cracks boursiers, faillites

bancaires, crise du crédit, ralentissement de la production et des échanges, début de récession... ont pris l'aspect d'un effondrement financier sans précédent.

Cet effondrement est l'aboutissement de la phase de mondialisation libérale qui s'est développée, entrecoupée de crises de moindre ampleur, depuis la fin des années 1970. Le moteur de cette phase d'expansion est la lutte de classe menée par les classes dominantes pour restaurer et assurer leurs profits. Lutte de classe qui a développé l'exploitation de la main d'œuvre des pays pauvres, mis les salariés du monde entier en concurrence, profité du développement du chômage pour faire pression sur les salaires et les revenus de la population des pays riches.

L'intégration de la Chine, de l'Inde, du Brésil, au marché capitaliste, a joué un rôle moteur dans cette offensive libérale en permettant une croissance à moindre coût, ce qui est en train de s'achever aujourd'hui.

Cette croissance, les profits qu'elle dégageait, ont alimenté avec une ampleur sans précédent la spéculation financière et la surchauffe économique. Tandis que se développaient les nouveaux marchés des pays « émergents », la demande solvable de la population des pays riches, en particulier des Etats-Unis, affaiblie par la baisse des salaires consécutive aux attaques libérales, était soutenue par des crédits très bon marché. Cette croissance a permis l'envolée des spéculations, disséminant dans tout le réseau financier international ces titres qui sont désormais considérés comme « toxiques »...

La crise des subprimes a été le signal qu'une étape était franchie. Des millions d'emprunteurs populaires, étranglés par leurs dettes et la baisse de leurs revenus, se sont trouvés dans l'incapacité de payer leurs traites. Les « titres » qui représentaient leurs dettes, gonflés par la spéculation, ont perdu toute valeur du jour au lendemain, contraignant l'ensemble du système financier international à « *déprécier les actifs* ». C'était le début de l'engrenage de la crise financière et du crédit qui a fait partir en fumée en un peu plus d'une année, des milliards de capitaux.

Masqué par la complexité des relations financières, par l'aspect spectaculaire des faillites et des cracks boursiers, ce qui se trouve aux origines de la crise, c'est le décalage croissant entre « *l'exubérance* » financière assoiffée de profits et la capacité des marchés à absorber les marchandises produites, car les profits ne se réalisent que si les marchandises trouvent preneur...

Les mouvements croisés de la croissance d'une bulle spéculative enflée de capitaux avides de profits, et d'une production qui s'essouffle en se heurtant aux limites du marché solvable se combinent pour créer la crise de confiance.

L'évolution de ces dernières décennies a exacerbé le processus, commencé depuis bien longtemps, de la concentration de la propriété privée capitaliste entre les mains d'une poignée de grands groupes financiers. C'est vers cette aristocratie financière que convergent les flux de profits tirés de l'exploitation de millions de travailleurs. Et c'est pour elle que les Etats mènent, à l'échelle mondiale, la lutte de classe pour l'appropriation du profit.

Ces grands financiers exercent, par le biais de sociétés imbriquées les unes dans les autres, de holdings, leur contrôle sur la quasi-totalité de l'économie. Ils constituent une caste totalement parasitaire, qui ne joue strictement aucun rôle productif. Les masses considérables de capitaux qui transitent entre leurs mains ne connaissent pas d'autre critère à leur utilisation que celui de leur rentabilité immédiate. Le capital financier est devenu de plus en plus spéculatif, parasitaire.

Mais les jeux spéculatifs, sur les actions, sur les titres de toutes espèces, ne sont qu'un moyen, pour les classes dominantes, de se répartir les richesses tirées de l'exploitation. Que les mécanismes qui génèrent ces richesses, ces profits « réels », viennent à ralentir, et c'est tout le système financier qui se retrouve asphyxié. La « confiance » disparaît, des milliards et des milliards de capitaux accumulés dans les bulles spéculatives partent en fumée dans l'effondrement des bourses, le crédit se bloque, agissant en retour comme un frein sur la production et les échanges...

Un nouveau « 1929 » ?

La crise actuelle est parfois comparée à la grande crise de 1929. Cela est vrai de par les mécanismes, et au sens où, comme elle, la crise en cours indique un tournant majeur, un basculement. François Chesnais écrit : **(1)** « *l'an passé s'est produite une véritable rupture qui laisse loin derrière une longue phase d'expansion de l'économie capitaliste mondiale* » ; « *cette rupture a marqué le début d'un processus de crise avec des caractéristiques comparables à la crise de 1929, bien qu'elle se développe dans un contexte très différent* ».

La crise de 1929 avait été précédée, aux Etats-Unis, d'une période de croissance libérale, de spéculation effrénée, comme une anticipation de ce que nous connaissons à l'échelle mondiale aujourd'hui, alors que l'économie de l'Angleterre et de la France se protégeaient par leurs frontières nationales, instrument de l'exploitation de leurs empires coloniaux, et que l'Allemagne étouffait dans le carcan du traité de Versailles. L'envolée spéculative américaine s'est brisée sur les limites des marchés solvables internationaux entraînant, en deux-trois ans, l'ensemble des pays industrialisés dans la récession.

Les Etats-Unis tentaient, avec le New Deal, de faire face à la crise à travers de multiples mesures de régulation, de soutien de la consommation. En Allemagne, la bourgeoisie choisit, en 1933, de briser la classe ouvrière en portant Hitler au pouvoir. En France, elle tentait une politique de Front populaire, sorte de « *New Deal pour lilliputien* » comme l'écrivait Trotsky (2)... Mais toutes ces « mesures » s'avérèrent impuissantes à juguler les effets destructeurs de la crise, qui déboucha, dix ans plus tard, en 1939, sur la 2^{ème} guerre mondiale.

Une barbarie dans laquelle des millions d'êtres humains trouvèrent la mort ; dans laquelle une masse considérable de capital accumulé fut « purgée », détruite sous forme de machines de guerre, d'usines et de villes bombardées...

La situation actuelle est profondément différente. L'offensive libérale a ouvert les frontières nationales dans un monde de liberté capitaliste pour étendre son exploitation au monde entier, l'enserrer dans ses réseaux financiers pour en capter toutes les sources de plus-value. L'interdépendance des économies constraint les Etats à une certaine coopération, Etats qui ont acquis une expérience et des moyens considérables pour tenter sinon de maîtriser la crise du moins d'éviter la catastrophe, l'effondrement brutal.

Le socialisme à Wall Street ?

La crise a poussé les chefs d'Etat à changer leurs discours. Entraînés à intervenir directement et massivement dans le sauvetage des organisations financières, ils ont été contraints de contredire le « *credo libéral* », leur laïus sur la « *concurrence libre et non faussée* ». Mais cet « *interventionnisme* » au service des patrons-financiers n'a rien de bien nouveau. Les Etats n'ont jamais, en dépit de tous les discours, cessé d'intervenir dans la vie économique et sociale au profit des classes dirigeantes. Les politiques antisociales menées par tous les gouvernements depuis une trentaine d'années en témoignent largement.

Simplement, face à l'effondrement financier, des degrés sont franchis, comme celui de la décision récente de l'Etat US de prendre, pour la première fois de son histoire, des participations dans le capital des principales banques du pays pour se porter garant anticipant les difficultés annoncées.

Financiers et gouvernants du monde entier nous parlent maintenant de « *moralisation* », de « *régulation* ». C'est leur nouveau baratin pour masquer la véritable nature de l'intervention des Etats. Ce brutal souci « *éthique* » n'empêche pas les moins touchés des organismes financiers de dépecer ceux qui sont tombés. Sur fond de crise, les sommets des classes dominantes, ceux de la finance, se réorganisent, se concentrent, dans leur incessante lutte pour la domination.

Lors du débat sur le plan d'aide aux banques, J.M. Ayrault justifiait l'abstention du PS par le fait que le plan de Nicolas Sarkozy « *ne résout qu'une partie des problèmes* », ajoutant que « *ce qu'il est possible de faire pour sauver le système bancaire, il doit être possible de le faire aussi pour sauver les Français de la récession* ». Il faudrait accompagner l'aide aux banques d'une politique de relance, d'aide aux petites entreprises, etc.... Mettre en place, en quelque sorte, un nouveau New Deal...

Mais les relations économiques et financières qui se sont tissées en un demi-siècle ont totalement assujetti l'ensemble des acteurs économiques aux jeux spéculatifs. Une partie de plus en plus importante du financement des entreprises est passée entre les mains de fonds spéculatifs, d'« hedge funds » et autres sociétés de LBO. Ces « *industriels de la finance* » empruntent pour spéculer. Ils tirent leur profit de l'écart entre l'argent récupéré en pressurant les travailleurs, en restructurant, voire en vendant l'entreprise par morceaux, et des montants de remboursement de leurs emprunts d'autant plus bas que les taux de crédit étaient faibles. Les « *rendements* » obtenus, dont certains pouvaient atteindre 40 %, ont fait se multiplier ces organismes. Attrirées par les gains faciles, toutes les grandes banques ont créé leurs propres fonds de « *capital à risque* ». Fin 2007, au niveau mondial, 1780 milliards de dollars, collectés par les grandes institutions financières (banques, assureurs, fonds de pension...) transitaient par une dizaine de milliers de « hedge funds » avant de s'investir dans « *l'économie réelle* » à des fins purement spéculatives. Le durcissement du crédit a porté un coup sévère aux « hedge funds », précipitant la ruine de beaucoup d'entre eux et contribuant

à l'effondrement financier généralisé. Mais cela n'a pas pour autant changé la nature des liens entre la finance et l'économie. Tous les réseaux financiers sont envahis par des créances douteuses, ces produits dits aujourd'hui toxiques... Le capital financier est devenu essentiellement spéculatif, et tous les fonds injectés pour renflouer les capitalistes risquent de disparaître dans un gouffre sans fond. Et par ailleurs, il n'est pas question de remettre en cause les dérégulations, la concurrence exacerbée, donc de se donner des moyens de contrôler.

Loin de tenter de réguler la folie financière, les Etats s'y intègrent.

Vers un état de crise chronique

Les mesures prises nous sont présentées comme temporaires, le temps que le système retrouve sa santé... Mais il est probable que cette interpénétration des Etats et de la finance soit au contraire la forme sous laquelle les sommets du capitalisme vont aborder l'après-crise pour une période d'autant plus durable que les perspectives de trouver de nouveaux terrains d'expansion semblent épuisées.

Cette après-crise a toutes les chances de prendre la forme d'une situation de crise chronique, marquée par la stagnation ou la récession. C'est à cela que se préparent les classes dominantes et les Etats.

Une poignée de grandes structures financières internationales se renforcent, constituant de multiples liens avec les Etats. Un « libéralisme d'Etat » se met en place, à travers lequel les gouvernements pourront garantir directement le refinancement des banques et des assureurs, en puisant dans les caisses publiques.

Quant aux « *régulations* » dont on nous promet la mise en place, en particulier par des réformes des institutions internationales comme le FMI, elles n'apporteront aucun remède à la situation. Ces institutions seront, dans le prolongement de ce qu'elles sont actuellement, des lieux où les conflits se règleront non en termes « *éthiques* » ou « *raisonnables* », mais en termes de rapports de force.

La crise actuelle est révélatrice de l'affaiblissement économique, politique et militaire des Etats-Unis à l'échelle mondiale. Il y a une dizaine d'années, Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter et stratège de la politique des Etats-Unis, publiait *Le Grand Echiquier*. Il y prévoyait, à juste titre, que « *le déclin des Etats-Unis est inévitable* ». Mais son objectif n'en restait pas moins de voir « *comment rester la seule superpuissance dominant le monde* »...

Maintenant que ce déclin est devenu palpable, ce programme, celui des holdings financières qui contrôlent l'économie, garde toute son actualité. La dépression chronique dans laquelle le monde risque de s'enfoncer va accentuer la concurrence entre les groupes financiers. Les tensions et les conflits internationaux vont se multiplier, tandis que les Etats-Unis vont tout faire pour garder leur hégémonie.

Dans ce contexte, il est difficile de parier sur ce que va devenir l'Union européenne, prise entre des forces centrifuges qui poussent chacun des Etats à intervenir de façon indépendante pour maintenir à flot banques et groupe financiers nationaux, et la nécessité d'agir de façon concertée. La réunion de l'Eurogroupe du 12 septembre donne une image caricaturale de cette situation : la « *décision commune* » dont Sarkozy se félicite... c'est que chacun agira séparément, en tapant dans les poches de ses propres contribuables, pour renflouer ses propres banques...

Sauvegarder la domination des classes capitalistes

Les effets de la crise viennent s'ajouter, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, aux reculs sociaux accumulés pendant les années de croissance du capitalisme. Dans les pays les plus pauvres, la famine s'est ajoutée à la misère et aux épidémies, poussant les populations à la révolte. Dans les pays riches, le chômage repart à la hausse, sur fond d'économie en pleine récession... Des secteurs entiers sont touchés, à commencer par ceux des finances, de la construction, de l'automobile, des transports.

La chute des Bourses, en plus de ruiner de nombreux petits boursicoteurs, a par ailleurs mis à mal de nombreux fonds de pension, menaçant les retraites de millions de personnes ; tout comme la présence de titres « *douteux* » dans les multiples paquets financiers et autres sicav menace les économies de nombreux petits épargnants.

Sur fond d'exacerbation de la concurrence entre capitalistes, face à la perspective d'une récession chronique, le libéralisme d'Etat continue son offensive contre les salariés et la population en général. Le cynisme avec lequel X.Bertrand est venu présenter le week-end dernier l'extension du travail du dimanche comme un remède à la baisse de la consommation, et donc moyen de faire face à la crise, donne le ton !

Tout comme, à un degré supérieur, le fait d'imposer la prise en compte par l'Etat des pertes à venir des banques par des emprunts garantis par le produit des impôts payés par toute la population.

Les financiers, main dans la main avec les Etats, prétendent nous faire payer leur crise pour préparer les conditions d'assurer leurs profits de demain.

Défendre les droits de travailleurs et de la population exige de contester la propriété privée capitaliste, la finance

La banqueroute financière du système s'accompagne d'une véritable banqueroute politique.

Le capitalisme, était, il y a encore quelques mois, présenté comme un univers indépassable. Et on a vu il n'y pas si longtemps les candidats à la direction du PS, Delanoë en tête, disserter gravement sur le libéralisme, l'économie marché... tandis que Sarkozy se félicitait d'avoir remporté la « *victoire idéologique* »... La crise tranche le débat.

L'affaiblissement de la bourgeoisie s'accompagne de son discrédit. L'anarchie capitaliste qui s'étale au grand jour, les mensonges par lesquels le gouvernement a essayé de nous lanterner en dépit des évidences, la manifestation de l'impuissance des dirigeants politiques et économiques face au séisme financier est le signe manifeste que le capitalisme a perdu la bataille idéologique.

La « crise de confiance » n'est pas uniquement financière et ne se limite pas au milieu des spéculateurs. Elle est aussi politique et, à ce titre, elle touche l'ensemble des couches populaires. C'est sur ce terrain que germent les idées de la contestation et de la révolte. Il faut que cette révolte se donne un contenu, une perspective politique pour que les travailleurs puissent s'unir pour se défendre.

Gouvernements et financiers mettent en place leur plan pour faire payer la crise aux travailleurs, à la population laborieuse. Ils accentuent leur offensive de classe pour assurer leurs profits et leur domination.

A cette politique, nous devons opposer la nôtre. Ce ne sont pas nos revendications qui ont conduit la société à la crise. Bien au contraire, c'est la dégradation du rapport de force qui a laissé les mains libres à la bourgeoisie pour mener sa politique de destruction. Il est plus que jamais légitime et urgent de nous organiser pour refuser de faire les frais de la crise et imposer nos propres exigences, la garantie d'un emploi par le partage du travail entre tous, des revenus permettant de vivre décemment...

Pour imposer la garantie de ces exigences élémentaires, les salariés, la population n'ont aucune raison de craindre de mettre en cause les droits de la bourgeoisie et de son Etat à se prévaloir sans limites de ses titres de propriété. Les Etats capitalistes tentent de renflouer les classes capitalistes alors que la concurrence et la loi du marché opèrent une purge drastique. Si l'on veut sauver l'économie, c'est-à-dire les capacités de produire ce sont les hommes qui ont besoin, il ne faut pas craindre d'imposer le contrôle sur les moyens de crédit, les banques, d'opérer une purge radicale, l'expropriation du capital financier spéculateur.

La question du pouvoir, de qui contrôle le fonctionnement de la société est posée : une poignée de parasites financiers dont le seul critère est la rentabilité de leurs capitaux, ou les travailleurs et la population organisés démocratiquement en vue d'assurer la satisfaction des besoins de tous.

C'est autour de cette perspective que devront se regrouper toutes les forces sociales et politiques qui refusent de sacrifier les intérêts de la collectivité à la logique des financiers et des Etats à leur service.

Eric Lemel

1. François Chesnais - *Como la crisis del 29, o más... Un nuevo contexto mundial* - <http://www.herramienta.com.ar> - [retour au texte](#)
2. Trotsky - *Le marxisme et notre époque* - avril 1939 - <http://marxists.anu.edu.au/francais/trotsky/oeuvres> - [retour au texte](#)

[Retour au sommaire](#)

**Si débatmilitant te plaît, n'hésite pas à le diffuser
et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis,
propose leur de s'abonner...**